

En solidarité avec les femmes et les défenseurs des droits humains en Afghanistan, nous organisons un rassemblement dimanche 5 septembre, à 15h, place de la République à Paris.

Depuis la prise du pouvoir par les talibans le 15 août dernier, le monde assiste au basculement de l'Afghanistan dans le chaos et à celui de larges fractions de sa population dans la terreur.

Évidence confirmée s'il en était besoin par les ONG et le HCR, les femmes sont les plus menacées et les principales cibles des talibans, dont tous les efforts sont tendus vers le rétablissement de l'Émirat islamique d'Afghanistan.

Car oui, ce sont bien les femmes qui ont le plus à craindre de la reprise du pays par ces fondamentalistes armés agissant au nom d'une conception dévoyée de l'Islam. Après avoir pu bénéficier dans les principaux centres urbains de deux décennies où elles purent mener des études, exercer une activité professionnelle jusque dans les emplois les plus éminents, sortir dans la rue sans chaperon ou bénéficier d'une relative liberté vestimentaire, nous savons que, pour elles, la prise du pouvoir par les talibans enclenche la dynamique d'un retour à une quasi-mort sociale.

Malgré les dires des Talibans, ce que risquent à nouveau les femmes en Afghanistan, même sous une forme supposée amoindrie par les nécessités diplomatiques, ce sont la disparition de l'espace professionnel et de la sphère politique, le reflux de la scolarisation, un espace public où elles ne pourront plus apparaître que sporadiquement et au prix de l'effacement funeste de leurs corps et de leurs visages.

Mais les femmes afghanes risquent plus que cette quasi-mort sociale. Elles risquent la mort physique lorsque, à nouveau, c'est le fouet et la lapidation qui seront appliqués à celles suspectées d'avoir commis un adultère.

Cette réalité talibane, alliée aux conservatismes de la société afghane, a d'ailleurs fait dire il y a peu à Fawzia Koofi, féministe et vice-présidente de l'Assemblée nationale afghane, que l'Afghanistan était « le pire pays du monde où naître pour une fille ».

Ces femmes, parce que femmes, et leurs enfants, sont en danger.

En ces heures où il est question des responsabilités des uns et des autres dans l'effondrement du pouvoir afghan au profit du régime islamiste des talibans, nous voudrions que les énergies et les attentions se concentrent sans faiblir sur le drame humanitaire qui se joue pour ces femmes ainsi que pour toutes les catégories que la nouvelle donne politique met en péril.

En ces heures où les évacuations par la France et les pays occidentaux ont cessé et où s'approche le terme du départ total de l'armée américaine du sol afghan, nous appelons à un rassemblement le dimanche 5 septembre à 15h sur la place de la République à Paris.

Féministes, antiracistes, syndicalistes, militants dans les organisations de jeunesse, nous nous rassemblerons pour exprimer deux messages simples :

- nous dirons notre solidarité avec les personnes qui, en Afghanistan, risquent une atteinte à leur intégrité morale et physique parce qu'elles seraient des femmes ou parce qu'elles seraient susceptibles d'avoir mené des activités en faisant des cibles du nouveau pouvoir : défenseurs des droits de l'Homme, promoteurs de l'Etat de droit, actrices et acteurs de l'émancipation des femmes, militants contre les obscurantismes, promoteurs de droits sociaux fondés sur la libre délibération entre les citoyens, porteurs de la liberté culturelle...
- nous appellerons la France à assurer un accueil inconditionnel des civils afghans en danger. Au-delà, nous appelons la France à mettre tout en œuvre pour que l'ensemble de la communauté internationale puisse prendre sa part dans l'accueil des réfugiés, et notamment des femmes et de leurs enfants, des personnes LGBTI, au-delà de ce 31 août, date du retrait complet des troupes américaines. Cet appel est en réalité un simple rappel : celui à respecter la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles, ainsi que les conventions des Nations Unies et déclarations du Conseil de l'Europe sur la protection de toutes les personnes contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Si la diplomatie française tout autant que les citoyens français pèsent bien peu sur les dimensions géopolitiques et militaires du conflit afghan, il est une chose qui relève de notre champ de compétence, d'honneur et de bataille : la solidarité internationale, en mots et en actes, alors que de nombreux individus, en Afghanistan, sont en danger évident et imminent. Il en va de notre humanité et de la cohérence dans notre combat contre l'obscurantisme.

Pour rappeler ces choses simples,

Ce dimanche 5 septembre, à 15 h,

venez et faites venir sur la place de la République à Paris.